

Au Brésil, un génocide en marche

vendredi 8 novembre 2019, par [RIBEIRO Maria Fernanda](#) (Date de rédaction antérieure : 6 novembre 2019).

L'assassinat le 1^{er} novembre d'un militant indien sur ses propres terres, théoriquement protégées par un statut fédéral, confirme les signes annonciateurs d'une destruction pure et simple de ces peuples, s'indigne le quotidien *Estadão*.

Quand on se réveille avec, aux informations, la nouvelle de l'assassinat d'un Indien lors d'une embuscade, on sait que la journée sera lourde. Nos pensées oscillent entre la perte de toute foi en l'être humain et l'état des lieux de notre action, concrète, pour lutter contre ce genre de situations, au-delà de l'indignation générale sur les réseaux sociaux. [L'assassinat de Paulo Paulino Guajajara, 26 ans, nous laisse hébétés](#). Car aux côtés de la tristesse s'installe aussi la certitude que c'est un génocide des Indiens qui est en cours.

Le 1^{er} novembre, en début d'après-midi, dans la réserve indienne d'Araribóia, dans l'État du Maranhão [dans le nord du Brésil], Paulino a été tué sauvagement d'un tir dans la tête au cours d'une embuscade tendue par des trafiquants de bois. Cinq hommes armés ont encerclé les Indiens et tiré sur eux. La loi interdit l'entrée sur ces terres classées Terras Indígenas ["territoires indigènes"] par l'État fédéral depuis 1999. Paulino faisait partie des *guardiões da floresta*, un groupe de gardes forestiers indiens qui s'est constitué depuis 2012 pour empêcher les intrus d'accéder à ce territoire où vivent aussi des Indiens isolés.

L'occupation à tout prix de l'Amazonie

Les agressions et les violations des réserves indiennes par le Brésil n'ont rien de nouveau, mais elles se sont intensifiées depuis l'élection à la présidence de Jair Bolsonaro [en 2018], dont la politique indienne (ou plutôt anti-Indiens) s'est déjà distinguée par le démantèlement de la Funai [la Fondation de l'Indien, organisme de protection créé en 1967], la suspension de la démarcation de territoires indigènes protégés, la volonté de laisser faire, voire de légaliser, l'orpaillage et l'exploitation minière sur ces territoires, et enfin, l'occupation à tout prix de l'Amazonie.

Le gouvernement du Maranhão a annoncé la création d'une force de police spéciale chargée de protéger les populations indiennes de son État qui vivent [théoriquement] sous protection fédérale. Via un tweet du ministre de la Justice, Sérgio Moro, l'État fédéral, pour sa part, s'est contenté d'un "*nous ne ménagerons pas nos efforts*".

Aux yeux de cette région qui vit sous une constante menace, les propos et fanfaronnades du président sont de véritables incitations au crime. De fait, si jusque-là les criminels pouvaient au moins redouter les conséquences de leurs actes, l'impunité leur est aujourd'hui pour ainsi dire garantie. Un rapport récent du Cimi (le Congrès missionnaire indien du Brésil) a révélé une hausse spectaculaire des violences contre les populations autochtones ainsi que des violations de leurs territoires. Sur les neuf premiers mois de la présidence Bolsonaro, 160 cas d'incursions illégales ont été rapportés, soit deux fois plus que l'année antérieure.

Déforestation galopante

Selon les données de l'ISA (Institut socio-environnemental), la forêt de la réserve d'Araribóia court de graves dangers, et depuis longtemps. Tout autour d'elle, il ne reste rien. Les chiffres de l'Inpe (Institut national de recherche spatiale) montrent que le Maranhão a perdu 46 % de son couvert forestier. Sur les six communes qui entourent la réserve, les pertes atteignent même 52,5 %. D'où la nécessité pour les bûcherons de franchir illégalement les limites d'Araribóia pour fournir les scieries de la région et se procurer la matière première dans laquelle sont fabriqués les poteaux des grandes *fazendas* [exploitations agricoles] de la région.

Le documentaire *Ka'a zar Ukyze Wà - Os Donos da Floresta em Perigo* ["Les maîtres de la forêt en danger"], sorti en juillet dernier, montre bien la gravité des menaces que font subir les trafiquants de bois et braconniers aux Indiens isolés de la Terra Indígena Araribóia. Ce court-métrage réalisé par Flay Guajajara, Erisvan Guajajara et Edivan Guajajara, membres du collectif Mídia Índia, révèle la situation dramatique des Awá (aussi nommés Guajá) [une tribu en isolement volontaire], totalement dépendants, pour leur survie, de la forêt - de la chasse, de la cueillette, de l'eau - et insiste sur la dangerosité des rencontres entre ces Indiens et les trafiquants. Autant dire que le film, [visible sur YouTube](#), fait la chronique d'une tragédie annoncée.

Les signes annonciateurs n'ont pas manqué. Laisser-faire ou révolte : de la réaction de la société brésilienne à ce génocide indien dépendra le cours de notre histoire. Que le fracas du tir qui a tué Paulino résonne longtemps à nos oreilles, pour qu'à l'hébertude succède l'action.

[Lire l'article original](#)

Maria Fernanda Ribeiro

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Courrier International

<https://www.courrierinternational.com/article/amazonie-au-bresil-un-genocide-en-marche>